

OPINION
Le social et l'économique
sur le même pied
PAGE 2

ÉCONOMIE
Les défis de
l'équité salariale
PAGE 3

HISTOIRE
« Pour changer
les choses »
PAGE 5

GRATUIT

MENSUEL 17 500 EXEMPLAIRES
MARS 2020 - VOLUME 35 - NUMÉRO 6
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun

DOSSIER SPÉCIAL

Perspectives Féministes

PAGES 8-9



CÉDITS: DOMINIC BÉRUBÉ

Janis Ottawa au lancement de la Marche mondiale des femmes à Espace Shawinigan, le 8 mars 2020.



LES
5@7
DE LA GAZETTE

LE BALADO DE
l'apéro

LE 18 MARS DÈS 17 H
L'Estrade populaire/ Coop Le 507
507 rue St-Georges, Trois-Rivières

103.1

CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.

la gazette
DE LA MAURICIE





CHIFFRES DU MOIS

En 2017, 50 000 femmes ont été tuées dans le monde par un partenaire intime ou un membre de leur famille.

Source: Rapport 2019 de l'UNODC

« 10 Québécoises sont tuées chaque année dans un contexte de violence conjugale »

Source: Le Devoir, 22 février 2020

SOMMAIRE

- OPINION – PAGE 2
- MOTS-CROISÉS – PAGE 2
- ÉCONOMIE – PAGE 3
- PROCHE EN TOUT TEMPS – PAGE 3
- CHRONIQUE SISMIC – PAGE 4
- HISTOIRE – PAGE 5
- CITOYEN.NES DU MONDE ET DE CHEZ NOUS – PAGE 6
- ENSEMBLE, ON CHANGE LE MONDE – PAGE 6

DOSSIER :
PERSPECTIVES FÉMINISTES
PAGES 8-9

- ENVIRONNEMENT – PAGE 10
- CHRONIQUE LINGUISTIQUE
PAGE 10
- INTERNATIONAL – PAGE 11
- CULTURE – PAGE 11

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

www.gazettemauricie.com

facebook.com/lagazettedelamauricie

@GazetteMauricie

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Président : Louis-Serge Gill
Directeur : Steven Roy Cullen
Correcteurs : Diane Vermette,
Mireille Pilotto, Denis Hébert.
Conception graphique et infographie :
Martin Rinfret
ISSN : 1717-2179

Québec

Le social et l'économique sur le même pied

Coup sur coup, les organismes Revitalisation de quartiers Saint-Marc/Christ-Roi de Shawinigan et Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières se sont récemment retrouvés en difficulté. L'hypothèse d'un arrêt complet des activités a été évoquée dans les deux cas, faute de financement et de reconnaissance officielle de la part des corporations publiques. Ensuite, Revitalisation de quartiers Saint-Marc/Christ-Roi a évité de justesse la fermeture grâce à une subvention ponctuelle de 60 000 \$, mais au prix d'une conversion de sa mission à celle d'une maison de la famille. Du côté trifluvien, à l'heure où ces lignes sont écrites, les porte-parole de la Démarche des premiers quartiers ont le sentiment d'avoir été entendus après une rencontre avec des représentants de la Ville de Trois-Rivières. Rien n'est cependant assuré pour autant.

RÉAL BOISVERT

La situation de ces deux organismes représente certainement un cas de figure quand on considère globalement ce qui se fait en matière de développement social sur le territoire des deux principales villes de la Mauricie. En dépit des efforts accomplis dernièrement par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion, et malgré les avancées en matière de budgets participatifs, en comparaison du développement économique, le développement social semble être le parent pauvre à l'échelle municipale.

De fait, les budgets consentis à la Société de développement de Shawinigan et à Innovation et Développement économique de Trois-Rivières sont sans commune mesure avec les sommes que ces deux villes consacrent à la revitalisation et au développement de leurs collectivités. Chose certaine, a-t-on déjà vu les mandataires du développement économique des villes se plaindre d'un manque de ressources pour accomplir leur mission ? Ce n'est pas le cas des entrepreneurs sociaux, trop souvent inquiets en matière de financement et de rayonnement d'action.

Selon un point de vue défendu par de nombreux chercheurs, l'équilibre entre les ressources accordées au développement économique et celles consacrées au développement social constitue la voie royale vers un développement durable et responsable. Dans le cas contraire, au seul plan municipal, la répartition de ces subventions n'a pas que de bons effets. Surtout lorsqu'elle n'est pas encadrée de balises : elle génère alors certains dommages collatéraux. On voit notamment apparaître ici et là de véritables déserts alimentaires. Aussi, on constate que plus en plus de familles et d'individus démunis passent de logement en logement sous la poussée de divers processus d'embourgeoisement. On observe également une différenciation inéquitable de la trame urbaine en ce qui concerne l'exposition au bruit, la qualité de l'air, la salubrité des habitations et le transport. Au surplus, on ne dira jamais trop à quel point les profits engendrés par le développement économique ne sont pas défalqués des coûts reliés à l'épuisement des ressources et aux dommages causés à l'environnement.

En revanche, le développement social n'a à souffrir d'aucun complexe quant à la création de la richesse. Toutes les pratiques soutenant la mobilisation citoyenne, favorisant la

participation sociale et facilitant l'intégration des personnes accroissent la capacité d'agir des individus de même que celles des collectivités, et contribuent ainsi au rayonnement humain d'un territoire donné. Concrètement, ces dispositions sont de puissants générateurs d'intelligence collective, faisant en sorte que chaque citoyen et chaque citoyenne deviennent contributifs, pour la part qui leur revient, aux acquis de société obtenus en matière d'environnement, de justice, de mieux-être et d'avancement du bien commun.

Le développement économique et le développement social ne fonctionnent à plein régime, pourrait-on dire, que lorsqu'ils sont tous deux à égalité et en situation de corégulation. Car ils sont les deux volets d'un même dispositif voué à la prospérité générale. Ce principe devrait mieux se refléter dans les montages financiers et dans les opérations d'accompagnement que les municipalités consacrent aux responsables d'activation collective sur leur territoire. Dont acte. ☺

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

BORIS



MOTS CROISÉS

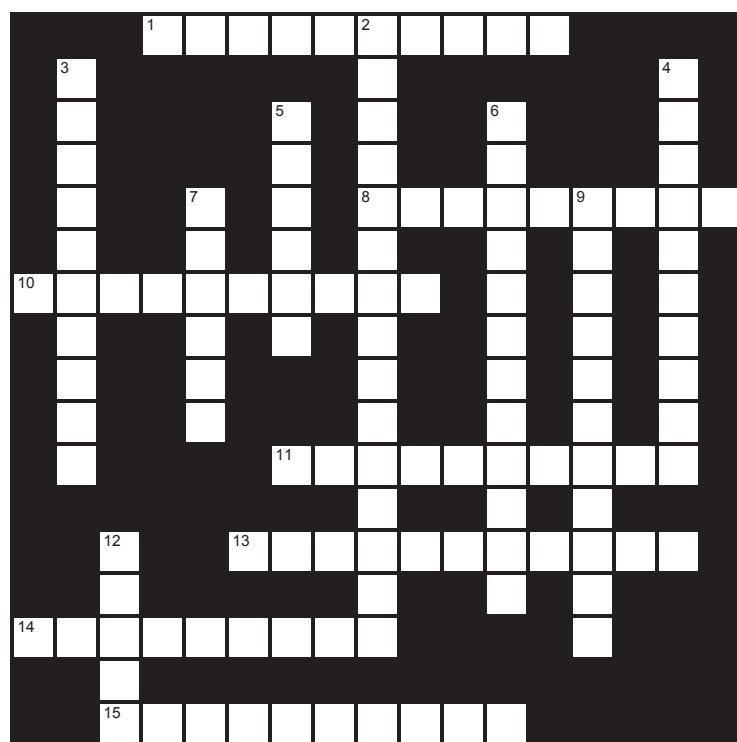
HORIZONTALEMENT

1. Forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention de l'autorité par les hommes (10)
8. Mettre un pays ou peuple sous sa dépendance (9)
10. Un ds 5 pays membres du conseil de sécurité de l'ONU (10)
11. Meurtre d'une femme, d'une fille en raison de son sexe (10)
13. Personne qui bénéficie d'une aide sociale (11)
14. Prénom de la maîtresse actuelle de Nicolet (9)
15. Membre des Premières nations (10)

VERTICALEMENT

2. Non-respect des normes établies, de la pensée et des

- comportements acceptés comme normaux par une majorité (15)
3. Expression ou opinion toute faite, sans aucune originalité, cliché (10)
4. Opération qui consiste à couper les canaux déférents des testicules (10)
5. Festival de cinéma qui se tient en France (6)
6. Personnage important d'une pièce de théâtre, d'un film, d'un roman (12)
7. Nom du ministre actuel du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (6)
9. Acte de promouvoir, de favoriser et de défendre l'intégration de minorités (11)
12. Prénom de la ministre de la Justice Lebel (5)





Les défis de l'équité salariale

Il y a bientôt un quart de siècle, l'Assemblée nationale du Québec votait la loi sur l'équité salariale. Le but de cette loi consistait à égaliser les salaires des emplois traditionnellement féminins avec ceux des emplois équivalents occupés par des hommes. Après autant d'années, où en est le Québec?

ALAIN DUMAS

Si depuis 1997, l'écart salarial entre les hommes et les femmes a diminué, on est encore très loin de l'équité réelle. Selon l'Institut de la Statistique du Québec, les femmes gagnent toujours moins que les hommes; l'écart s'est même creusé en 2018. En effet, tant au niveau du salaire hebdomadaire que du salaire horaire, les femmes gagnent

en moyenne 12 % de moins que les hommes. Cela signifie qu'une femme gagne 0,89 \$ lorsqu'un homme gagne 1 dollar.

Seules les femmes syndiquées ont connu une amélioration importante; l'écart avec leurs collègues hommes étant passé de 7 % à 2 % depuis 1997. Il en est autrement pour les femmes non syndiquées, car l'écart salarial est de 15 %

aujourd'hui. Dans les emplois au bas de l'échelle, l'écart oscille autour de 30 %.

Selon la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie, le revenu des femmes est 30 % inférieur à celui des hommes. Dans un contexte où le revenu médian de la région est un des plus faibles au Québec, on comprend mieux pourquoi le taux

de pauvreté des femmes est 13 % plus élevé dans notre région.

Selon une étude qui compare les salaires des hommes et des femmes entre les différentes branches du secteur public (administration publique, universités, municipalités et entreprises publiques), on y constate que les femmes qui travaillent dans l'administration publique québécoise (fonction publique, santé et services sociaux, éducation) gagnent en moyenne 0,90 \$ pour chaque dollar gagné par les hommes (IRIS : 20191). Cet écart salarial au sein même de l'État québécois équivaut à plus de 7 milliards \$ par année.

UNE DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE

Puisque les écarts de salaires persistent pour des emplois parfaitement équivalents, force est de constater que la discrimination systémique demeure enracinée

dans les mentalités. Comme le soulignait la Coalition en faveur de l'équité salariale², l'exercice prescrit par la loi ne change rien à la discrimination fondée sur le sexe, laquelle s'explique par les préjugés sociaux, la ségrégation professionnelle et les emplois typiquement féminins qui sont socialement et économiquement sous-valorisés.

La Loi sur l'équité salariale demeure donc insuffisante pour rétablir un rapport de force favorable aux femmes. Malgré les 23 ans de la Loi sur l'équité salariale, une proportion élevée d'entreprises ne se sont pas encore conformées à cette loi. C'est pourquoi une femme qui possède le même diplôme, la même expérience et un emploi équivalent a en moyenne un salaire inférieur de 10 % à celui d'un homme.

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com



9 PROCHE EN TOUT TEMPS

Renouer



La maladie mentale peut altérer les pensées de la personne qui en souffre et l'amener à développer une perception de la réalité qui est biaisée par la maladie elle-même. Cette perception peut donc aussi emmener une modification du comportement de la personne. On observe souvent un retrait social chez la personne dépressive par exemple. Pour d'autres, pensées et perceptions altérées peuvent conduire à ressentir et exprimer de la méfiance, de la colère, voire de l'agressivité. L'entourage de la personne concernée est aux premières loges et subit souvent ces répercussions de plein fouet. Malgré l'amour et la patience, les relations peuvent devenir tendues, puis s'éteindre jusqu'à se rompre totalement. Totalement? Peut-être pas : il est parfois possible de renouer. Même si la personne est âgée et qu'on se dit que rien ne pourra changer.

KATHY GUILHEMPEY

COORDONNATRICE DU PROJET PROCHE EN TOUT TEMPS

Les années passent et apportent leur lot d'épreuves et de réflexions. Et c'est ainsi qu'un matin, Guy repense à Réjean, son grand frère, l'aîné de la famille avec qui il a coupé tout lien depuis 35 ans. Parce que Réjean l'a plus souvent qu'autrement insulté et accusé à tort. Et c'est ce que Guy a retenu : l'affront subi.

Toutes les personnes qui croisent Réjean le qualifient de « fou » : il se parle tout seul sans arrêt... à gorge déployée. Ces personnes ne voient que la maladie, pas la personne; alors que pour Guy, c'est l'inverse : il voit la personne mais refuse de voir la maladie dont son frère souffre et qui interfère avec ses pensées et ses comportements. Pour éventuellement renouer, Guy devra débiter par changer de regard sur son frère Réjean. C'est-à-dire accepter de le voir tel qu'il est vraiment : une

personne... qui souffre d'une maladie s'immisçant dans ses moindres pensées.

Reste à savoir comment reprendre contact après tant d'années, si tel est notre souhait. Si la personne vit en résidence, approcher les employés, après avoir expliqué notre démarche, pourrait apporter beaucoup d'informations : à quel moment de la journée elle sera le plus disponible, ce qu'elle aime faire pour occuper ses journées... Par

exemple, jouer aux cartes pourrait être une activité qui aiderait à faire passer les silences gênants, qu'il ne manquera pas d'y avoir, dans la reprise d'une conversation interrompue depuis tant d'années.

Il va être important de laisser le temps à la personne concernée d'accepter de renouer contact, car elle n'aura peut-être pas fait le même cheminement intérieur, elle ne sera peut-être pas « rendue là ». Elle aura d'ailleurs le droit de refuser tout contact actuel et futur. S'y préparer mentalement pourrait aider à mieux l'accepter.

Renouer avec un proche, aujourd'hui aîné, qui vit avec une maladie mentale est, certes un exercice difficile, mais aussi une réalisation personnelle majeure.

Renouer est un exercice délicat qui ravivera de nombreuses émotions difficiles. Et, en ce sens, renouer avec un proche aîné vivant avec une maladie mentale, ce n'est pas possible pour tout le monde. C'est important de le savoir et de l'accueillir sans jugement. Renouer demande du temps, du courage et du pardon. Pour autant, c'est probablement une des réalisations personnelles dont on sera le plus fier dans sa vie. C'est un exploit humain qui s'accomplit dans le silence des cœurs et qui se nomme « aimer ». C'est contribuer à parfaire le monde et sa beauté.

Proche en tout temps est un projet financé par L'Appui Mauricie et développé par Le Gyroscope en partenariat étroit avec Le Périscope. Ces deux organismes œuvrent pour les familles et les proches des personnes vivant avec une problématique en santé mentale.

Pour information: info@procheentouttemps.org

L'APPU POUR LES PROCHES AIDANTS DAÏNES MAURICIE

Vous êtes là pour eux, nous sommes là pour vous.

LE GYROSCOPE du Bassin de Maskinongé Inc.

Le Périscope

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com



L'ENTREPRENEURIAT AU FÉMININ : l'économie sociale lui fait sa place

On pourrait commencer cet article en disant qu'il y a encore beaucoup de travail à faire quant à l'égalité et l'inclusion des femmes en entrepreneuriat, et on aurait toutes les raisons de le faire. C'est bien réel, malgré sa progression récente, l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas acquise, notamment en matière d'équité salariale, de diversité des choix de carrières ou d'accès aux ressources économiques et politiques. Par contre, on remarque que depuis déjà quelques années, plusieurs initiatives sont nées dans le but de promouvoir et de renforcer l'entrepreneuriat féminin au Québec et c'est ce dont j'ai envie de jaser avec vous.

JUSTINE LACHARITÉ

Au Québec, on compte plus de « 220 000 employé.e.s » qui travaillent tous les jours dans une entreprise d'économie sociale. À l'heure actuelle, les femmes représentent exactement « 66 % de la main-d'œuvre »¹ qui chaque jour, jouent un rôle prépondérant, tant comme fondatrices d'entreprises, administratrices, salariées et bénéficiaires. Les valeurs démocratiques d'équité et de solidarité, le mode de gouvernance et l'impact social dont les entreprises collectives s'imprègnent font partie des raisons pour lesquelles plusieurs femmes se tournent vers ce type d'organisation.

DES INITIATIVES D'ICI, POUR LES FEMMES D'ICI!

Ayant pour objectif de combattre les préjugés, de promouvoir et de renforcer l'entrepreneuriat féminin au Québec, plusieurs organisations se sont penchées sur la question afin de générer des actions concrètes. On peut penser à Femmessor qui dédie sa mission au développement de l'entrepreneuriat féminin partout dans la province ou encore au Centre d'entrepreneuriat féminin du Québec



PHOTO: DOMINIC BÉLISSE

La Coop Le 507 située sur la rue St-Georges au Centre-Ville de Trois-Rivières rassemble plusieurs créatrices et artisanes sous le même toit. Sur la photo, Andréanne Thiffault-Dessureault, Les Malignes, et Geneviève Savard, Directrice générale.

(CEFO) qui a pour mission de donner aux femmes tous les moyens d'optimiser leur potentiel entrepreneurial et d'accéder à la réussite et à l'indépendance financière. Ce ne sont que deux organisations parmi tant d'autres qui incarnent l'égalité des genres dans leur culture organisationnelle et qui portent des actions concrètes vers le changement pour un futur meilleur.

UN MODÈLE ENTREPRENEURIAL IMPARFAIT, MAIS OUVERT

C'est vrai, il n'existe pas un modèle

entrepreneurial mieux que les autres ou même parfait. Par contre, l'économie sociale a tout de même atteint la parité au sein de ses instances. On dit que « la moitié des membres des conseils d'administration en économie sociale au Québec sont des femmes ». Quand on pense au fait qu'il existe « 11 200 entreprises collectives »¹ dans la province, ça donne un bassin assez important. Cela me sonne qu'il y a eu un énorme travail de concertation, de mobilisation et de promotion et qu'il faut continuer de travailler fort, parce que la parité entre les femmes et les hommes n'est malheureusement pas encore atteinte dans les lieux décisionnels et consultatifs du Québec.

Je ne sais pas pour vous, mais pour ma part, en tant que jeune femme, j'ai espoir que les choses continuent de changer et de s'améliorer au fil du temps. Tous les jours, on entend

des initiatives, des mouvements, des événements féministes qui tendent à vouloir faire comprendre rapidement aux jeunes à quoi ils doivent s'attendre dans la société actuelle. Certains diront que c'est un peu intense, mais je pense que ça les forge à comprendre plus vite les mini-actions quotidiennes qu'ils peuvent poser pour vivre dans une communauté inclusive.

Nous constatons une nouvelle ère chez les générations z et alpha qui me laisse croire à quelque chose de différent, d'assumer, de beau. Ça ne sera peut-être pas parfait, mais j'ose croire que ce sera mieux.

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

TU AS UNE IDÉE OU UN PROJET ? TU AS ENTRE 18 ET 29 ANS ?

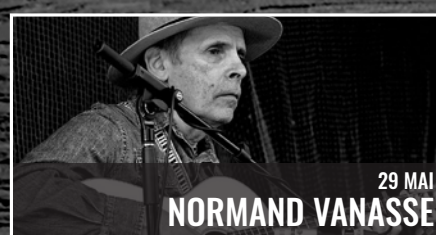
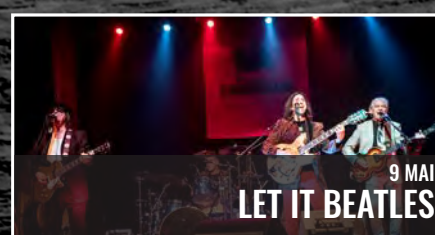
Le Pôle d'économie sociale te propose un parcours innovant au sein de l'incubateur Sismic. À travers des ateliers expérimentaux, tu auras l'opportunité de faire émerger et croître des projets porteurs d'une mission sociale. Tu bénéficieras d'un accompagnement, d'outils et de références pour explorer ton idée. Contacte Francyn Laquerre, agente au développement et responsable de Sismic-Mauricie, au 819-697-0983, poste 3 ou à sismic@esmauricie.ca.

Le Pôle d'économie sociale de la Mauricie est une organisation entièrement vouée au développement de l'économie sociale. Il favorise la concertation entre les différents acteurs de son milieu et soutient la création des conditions favorables à ce modèle entrepreneurial de développement. Il participe ainsi à la vitalité et à la diversification économique du territoire.



Pôle d'économie sociale de la Mauricie

PROCHAINEMENT EN SPECTACLE AU SALON WABASSO DU TROU DU DIABLE



Être féministe, c'est d'abord être une femme et vouloir un changement pour soi et pour toutes les femmes dans un but d'égalité sociale, politique et économique et agir pour y arriver!



211, RUE ST-JACQUES
STE-THÈCLE (QUÉBEC) GOX 3G0
TÉLÉPHONE : 418-289-2588
ÉCOUTE : 418-289-2422
SANS FRAIS : 1-866-666-2422
www.femmekinac.qc.ca

« Pour changer les choses »*

Depuis l'an 2000, aux cinq ans, des femmes de partout sur la planète marchent par milliers. Les paroles de la chanson thème de cet événement l'énoncent : « Femmes de fougue, femmes de courage. Femmes de solidarité. Femmes à l'œuvre et femmes en marche. Certes, la première Marche mondiale des femmes remonte à l'an 2000, mais elle tire ses origines de la fin du XX^e siècle.

VALÉRIE DESCHAMPS

UN CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE DIFFICILE

Les années 1980 sont à des années lumières des Trente glorieuses : coupures budgétaires et mesures d'austérités seront au menu. Ici comme ailleurs, le néolibéralisme s'installe dans les sociétés et les politiques gouvernementales. Il fallait alors faire face à la crise pétrolière (1973-1979) et à la crise économique qui en découlerait. Cette décennie fut également marquante pour les différents mouvements sociaux, alors épuisés et à bout de souffle. Le mouvement féministe ne s'en sort pas indemne, d'autant plus que l'évolution et le changement de certains paradigmes s'opèrent au sein même de ces groupes.

DU PAIN POUR LES BESOINS ESSENTIELS, DES ROSES POUR UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE

Dès le début des années 1990, des Québécoises issues de ces mouvements décidèrent de relancer le débat dans la société et de provoquer des modifications des politiques. Le taux de chômage élevé et les mesures mises en place dans les années précédentes provoquèrent une nouvelle prise de conscience et un désir d'agir dans le mouvement féministe. De plus, le contexte politique québécois était favorable à un changement radical. L'élection du Parti Québécois et le retour de l'idée d'indépendance (Référendum de 1995) créent une opportunité intéressante. On souhaite refonder la société sur de réels principes d'égalité, repenser une nouvelle base sociale. Ainsi, il fallait s'attaquer aux causes mêmes des problèmes du système : les conditions économiques des femmes.

Françoise David et la Fédération des femmes du Québec entreprirent d'organiser une marche de 10 jours : 850 femmes enfilèrent leurs chaussures et toutes convergèrent à Québec. Le 4 mai 1995, ce furent plus de 15 000 femmes qui se rassemblèrent devant l'Assemblée nationale. À la mémoire d'une grève



ouvrière aux États-Unis désignée Bread and Roses, la marche québécoise prit le nom de Du pain et des roses..

UNE INITIATIVE COLLECTIVEMENT QUÉBÉCOISE

D'ailleurs, la militante Lorraine Guay mentionne que « cet événement a remis le mouvement des femmes sur la carte et a insufflé aux groupes communautaires beaucoup d'énergie ». À la fin septembre, l'idée de marcher partout sur le globe fait son apparition. « Si 10 pays embarquent, on le fait ! ». Et c'est ce qui se produisit. Des femmes de partout dans le monde se sont mises à marcher contre les politiques économiques internationales et locales, ainsi que les diverses inégalités au sein de leurs propres communautés. En 2004, cinq valeurs deviennent officiellement celles qui fondent la Charte mondiale des femmes pour

l'humanité, et ainsi celles des prochaines marches (2005, 2010, 2015 et 2020) : l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix.

Le message de ces marches visait principalement les dirigeants et les élus, mais en 2015, la stratégie des marches féministes change. Si les revendications s'adressent toujours aux gouvernements, le message, lui, cherche à transformer et à mettre en action les femmes. L'éducation populaire est au cœur de ce message : « Libérons notre corps, nos terres et nos territoires », ce slogan le démontre bien. La mobilisation, guidée par les cinq valeurs susmentionnées, s'effectue alors différemment.

EN SOL QUÉBÉCOIS...

La suite du mouvement ne laissa pas en reste le Québec et la Mauricie. Diverses mobilisations locales et

nationales se sont organisées. La Charte des femmes pour l'humanité fut déposée par le biais d'une file humaine, passant de mains et mains, au Parlement à Québec. Le 17 octobre 2015, Trois-Rivières accueillit des femmes de partout, la ville étant désignée comme hôte du rassemblement de la Marche mondiale des femmes. Les murs trifluviens tremblèrent au son des revendications de plus de 10 000 femmes québécoises, mais également de celles du monde entier.

2020 : UNE 5^e MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

Une fois de plus cette année, entre le 8 mars (Journée internationale pour les droits des femmes) et le 17 octobre (Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté), les femmes du monde entier seront appelées à enfileur leurs chaussures pour marcher dans un but non

seulement d'égalité entre les sexes, mais aussi d'une société libre, solidaire, juste et guidée par la paix. C'est ce que toutes les femmes revendiquent. En 25 ans, le mouvement a évolué, mais les valeurs ainsi que les revendications demeurent les mêmes. Le mouvement des femmes montre que les effets du néolibéralisme et du patriarcat sont présents dans toute société et qu'ils nous touchent toutes. Femmes québécoises comme femmes du monde. Elles sont de partout. Elles sont légion. Nous sommes en marche. Marcherez-vous avec nous ?

* Extrait de la chanson *Du pain et des roses*.

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

tcmfm
Table de concertation
du mouvement des
femmes de la Mauricie

819 372-9328 • info@tcmfm.ca
tcmfm.ca

UNIES
DANS
L'ACTION

Pour plus de contenu, visitez-nous
au www.gazettemauricie.com

la gazette
DE LA MAURICIE

Huit Trifuvien.nes débarquent à l'ONU !

Dans le cadre du projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous, financé par Service jeunesse Canada et coordonné par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, un petit groupe de 8 jeunes se sont rendu à New-York du 14 au 16 février afin de visiter les bureaux de l'Organisation des Nations Unies. L'objectif de cette visite : parfaire notre compréhension des instances internationales et l'intégrer dans une démarche d'engagement et de citoyenneté mondiale.

ANNABELLE CARON

Malgré les neuf heures d'autobus qui nous ont mené jusque-là, nous avons parcouru les locaux avec des yeux grands ouverts, émerveillés d'y retrouver une immense collection d'œuvres représentant les champs d'action de l'ONU. Toiles, mosaïques, fresques et images saisissantes qui mettent en images l'histoire, les actions et les valeurs qui lient tous les pays membres, un message qui nous a tou.tes touchés droit au cœur.

Notre petit groupe a également visité quelques-uns des 6 organes de l'ONU, entre autres le Conseil

de sécurité, dont la mission est de veiller au maintien de la paix internationale. Le Conseil de sécurité est constitué de 5 membres permanents : la Chine, la Russie, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Puis, de 10 membres élus par l'Assemblée générale pour un mandat de deux ans. Nous avons été quelque peu choqué.e.s d'apprendre que ces 5 membres permanents possèdent un veto qu'ils peuvent utiliser bon an mal an, puis toute décision sera rejetée à cet effet. Comme le Conseil de sécurité est le seul organe habilité à prendre des décisions qui obligent les États membres, la répartition du pouvoir nous a semblé assez inquiétante. La paix mondiale réside-t-elle

finallement entre les mains de ces 5 puissances ?

La visite de l'ONU a été un très grand apport à notre conception des enjeux internationaux et à la gestion qui en est faite. Notre intérêt envers cette organisation était grand puisque nous avons participé à une simulation des Nations Unies en novembre dernier. Chaque participant.e représentait un pays et devait se positionner sur des enjeux mondiaux. Il était fort intéressant de comparer notre simulation à la réalité. Le monde politique est complexe, mais, suite à cette expérience, nous avons pu démystifier le rôle de cette instance

mondiale et avec elle, les relations stratégiques entre les pays du monde.

Le séjour nous a aussi donné le temps de faire la visite d'un quartier de Brooklyn extrêmement coloré. Littéralement, le quartier Bushwick regorge de murales et de graffitis peints par des artistes locaux, en passant par des œuvres lourdes et des cris d'injustices à de rigolotes caricatures. Chacune des œuvres

que nous avons admirées portait un puissant message de changement social ou simplement de célébration de la beauté. Cette visite a été un grand moteur de réflexion sur l'engagement citoyen et sur la force de l'art comme moyen de transformation sociale. C'est avec nos petits cœurs inspirés que nous sommes rentrés aux bercails avec la ferme intention de poursuivre notre engagement et peut-être, de ramener un peu de Bushwick à Trois-Rivières. 📸



Le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous est une réalisation du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Il est rendu possible grâce à la contribution de Service jeunesse Canada.



Financé par le Gouvernement du Canada par le programme Service jeunesse Canada | Canada

ENSEMBLE, ON CHANGE LE MONDE!

Sommes-nous des marionnettes ?

Qu'est-ce qu'on entend par anticonformisme? Qu'est-ce qui nous pousse à se conformer? Est-ce que sortir du moule nuit au bon fonctionnement du groupe ?

ALEX DORVAL

UN CONCEPT POLYSÉMIQUE

L'anticonformisme est défini en sciences sociales par le non-respect des normes établies, de la pensée et des comportements acceptés comme normaux par une majorité. Cette définition très large qui répond à des besoins académiques ne correspond toutefois pas au sens – ou plutôt aux sens – populaires attribués à la notion d'anticonformisme.

On remarquera par exemple que l'anticonformisme dans les arts, la mode, l'entrepreneuriat et autres métiers qui requièrent de la créativité sera perçu comme synonyme d'originalité, d'audace et d'innovation. Or, si on s'occupe plutôt de juger des comportements transgressant les règlements à l'école, les politiques et lois institutionnelles, un

anticonformiste sera davantage qualifié de problématique, déviant, voire même dangereux.

L'INFLUENCE DES PAIRS

Dans son sens populaire, le terme s'emploie plus souvent pour parler des individus qui expriment un sens critique face aux comportements de leurs contemporains et qui inscrivent dès lors leurs pensées et actions en marge d'une certaine norme admise. Par exemple, ne pas céder à l'influence de nos pairs en refusant d'arborer telle ou telle marque, recourir à des stéréotypes langagiers ou encore ne pas embarquer dans la vague du consumérisme numérique et des réseaux sociaux sont des attitudes non-conventionnelles – à l'époque actuelle – qui sont associées par un groupe, au choix de ne pas se conformer, d'un individu ou d'un autre groupe évoluant au sein de la même société.

L'anticonformisme revient ainsi dans sa conception populaire à quelque chose qui se situe dans le regard de l'autre. Même si l'un peut s'auto-définir comme tel, ce jugement sur soi tire son origine d'une vision présumée que les autres se font de nous. Cette conception de l'anticonformisme peut toutefois contribuer elle-même à stigmatiser certains stéréotypes en ce qu'elle trace une ligne plutôt précise entre des camps de l'absolu avec d'un bord ceux qui se conforment et de l'autre ceux qui ne se conforment pas, laissant de facto l'individu face à deux seuls choix dans sa quête identitaire. Or, l'anticonformiste devrait plutôt se percevoir comme un mode de réaction permettant à l'individu de se trouver dans toute sa complexité sans avoir à se fier à une seule chose ou son seul contraire.

RÉPÉTITION. RÉPÉTITION! RÉPÉTITION?

Nous apprenons en répétant, en imitant les autres. Cette forme de répétition primitive nous permet de nous adapter aux besoins du groupe et de répondre à nos propres besoins, un concept à la base de notre évolution personnelle et de notre quête de sentiment de sécurité, sentiment qui croit en vieillissant. À cette répétition élémentaire vient se juxtaposer graduellement au cours de notre vie une forme de répétition fac-similée qu'on pourrait qualifier d'automatique. On répète tel geste ou adopte tel discours parce qu'on a simplement compris que répéter, c'est éviter les conflits et c'est renforcer sa sécurité personnelle. L'anticonformisme correspondrait dans cette logique à une troisième forme de répétition : la répétition auto-critique. Une fois adoptée, ce mode de répétition devient en quelque sorte le leitmotiv de l'esprit critique qui se pose en réflexe de conscience sur les gestes automatiques et opinions stéréotypées que nous percevons chez nous-mêmes ou chez ceux qui nous entourent.

SOMMES-NOUS DES MARIONNETTES ?

Ficelles du pouvoir, pressions des pairs, standards de beauté, opinions prémâchées. Pour ne pas se conformer il convient d'abord de faire le choix d'ouvrir les yeux sur les réalités imposées puis de faire le choix de défendre nos choix, de réagir, voire se révolter au besoin. Comme il est convenu que c'est en forgeant qu'on devient forgeron, c'est en refusant tous les jours de répéter les gestes qui feraient de nous un forgeron qu'on ne le devient pas. Et il en va tout simplement de même des forgerons et des marionnettes. 📸



LA GAZETTE DE LA MAURICIE

• South Miller, créatrice des Sages Fous, dompteurs de marionnettes sauvages et troupe de théâtre insolite établie dans l'Église St-James à Trois-Rivières.

Dans le cadre de la neuvième édition du projet Change le monde, une œuvre à la fois qui culminera avec une exposition au Musée POP au mois d'avril 2020, le Réseau In-Terre-Actif, secteur jeunesse du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, s'associe à La Gazette de la Mauricie afin de produire 9 capsules vidéo et articles sur les enjeux abordés par les jeunes. Le projet intitulé Ensemble, on change le monde bénéficie du soutien financier du Secrétariat à la jeunesse et de la collaboration de la Maison des Grands-Parents de Trois-Rivières.



Secrétariat à la jeunesse Québec



SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazetteauricie.com

Avez-vous de la difficulté à joindre les deux bouts ?

Consacrez-vous 30 % ou plus de votre revenu aux dépenses liées au logement ?

(ex. : loyer, électricité, chauffage)

Si vous êtes locataire, propriétaire ou en chambre, vous avez peut-être droit à un soutien financier provenant du programme Allocation-logement.












Recevez jusqu'à 80 \$ par mois!

Environ 19 000 ménages sont potentiellement admissibles en Mauricie.

Passez le mot!

VÉRIFIEZ SI VOUS AVEZ DROIT À L'ALLOCATION-LOGEMENT

ANNÉE DE PROGRAMMATION 2019-2020

Nombre de personnes dans votre ménage	Type de votre ménage	Le loyer* mensuel de votre ménage est supérieur ou égal à**	Le revenu annuel de votre ménage est inférieur ou égal à***
	Personne de 50 ans ou plus habitant une maison de chambres	198 \$	17 758 \$
	Personne avec un enfant ou plus habitant une maison de chambres		
	Personne seule de 50 ans ou plus	308 \$	17 758 \$
	Couple sans enfant dont au moins une des personnes est âgée de 50 ans ou plus	398 \$	27 049 \$
	Famille monoparentale avec un enfant		
	Couple avec un enfant	434 \$	27 049 \$
	Famille monoparentale avec deux enfants		
	Couple avec deux enfants	460 \$	27 049 \$
	Famille monoparentale avec trois enfants		
	Couple avec trois enfants ou plus	486 \$	27 049 \$
	Famille monoparentale avec quatre enfants ou plus		

* Le programme Allocation-logement s'applique également au remboursement d'un prêt hypothécaire.

** Si vous payez l'électricité ou le chauffage, vous pourriez être admissible au programme même si votre loyer est inférieur aux montants indiqués.

*** Il s'agit du revenu de l'année d'imposition 2018, excluant la pension alimentaire mensuelle reçue (pour un maximum de 350 \$ par enfant).

LES ÉTAPES POUR DEMANDER L'ALLOCATION-LOGEMENT :

- 1. Téléphoner sans frais** à Revenu Québec au 1 855 291-6467 (option 3). Demander le formulaire.
 - 2. Avoir les documents** exigés : déclaration de revenu, bail, factures d'électricité, de chauffage, d'impôt foncier, etc.
 - 3. Retourner le formulaire** par la poste.
- Inscription en tout temps.

Cette page publicitaire est une initiative du Consortium en développement social de la Mauricie avec la contribution financière de la Société d'habitation du Québec.



Si vous avez un faible revenu, vous pourriez avoir accès à un logement subventionné dont le loyer correspond à 25 % du revenu total de votre ménage auquel s'ajoutent des frais pour l'électricité et, s'il y a lieu, les frais pour climatiseur, stationnement, etc.

Office municipal
d'habitation de Trois-Rivières



Vous loger, nous habitons!

819 378-5438

omhtr.ca f t in YouTube

LOGEMENTS À LOUER : TROIS-RIVIÈRES

- 4 ½ - PERSONNES ÂGÉES DE 50 ANS ET PLUS** (2 ou 3 adultes)
- 4 ½ - FAMILLES - TROIS-RIVIÈRES** (1 ou 2 adultes et 1 ou 2 enfants)

OFFICE RÉGIONAL D'HABITATION DES CHENAUX

Tél. : 819 840-2830

LOGEMENTS À LOUER :

CHAMPLAIN, ST-STANISLAS, NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL, ST-NARCISSE, STE-ANNE-DE-LA-PÉRADE, STE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN, BATISCAN, ST-AURICE

3 ½ - PERSONNES ÂGÉES DE 50 ANS ET PLUS

Champlain, St-Stanislas, Notre-Dame-du-Mont-Carmel, St-Narcisse, Ste-Anne-de-la-Pérade, Ste-Genève-de-Batiscan, Batiscan, St-Maurice (1 ou 2 adultes)

5 ½ - FAMILLES Champlain (1 ou 2 adultes et 2 ou 3 enfants)

REVENUS ANNUELS BRUTS 2019 À NE PAS DÉPASSER

1 PERSONNE OU COUPLE	2 OU 3 PERSONNES SAUF COUPLE	4 OU 5 PERSONNES
21 000 \$	26 000 \$	29 000 \$

Note : Les couples de personnes âgées de plus de 65 ans ayant comme seule source de revenus la pension de la Sécurité de la vieillesse (PSV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) sont admissibles à un logement subventionné.

Vous êtes intéressé, vous avez des questions ou vous souhaitez faire une demande de logement?

N'hésitez plus et téléphonez!

La lutte pour l'égalité des sexes est toujours d'actualité et le mouvement féministe continue de se heurter à bien des égards à une culture et des discours patriarcaux profondément ancrés dans les mœurs des Québécois et Québécoises. Une réalité à laquelle notre région n'échappe pas.

Qu'en est-il plus spécifiquement de la question de l'équité salariale, des femmes au pouvoir et de la parité au sein des instances décisionnelles ? Dans quelle mesure le mouvement écoféministe peut-il contribuer à la lutte aux changements climatiques ? La femme est-elle toujours associée à des fonctions conjugales stéréotypées ? Considérant que ce sont des tâches qui se retrouvent presque exclusivement sous la charge de femmes, les professionnelles et proches aidantes dans les secteurs de la santé et de l'enseignement reçoivent-elle la reconnaissance sociale méritée ? Pouvons-nous entrevoir une lueur d'espoir dans la lutte contre les violences faites aux femmes et contre les féminicides. Violences qui sont d'ailleurs plus susceptibles de toucher les femmes vivant en situation d'exclusion (pauvreté, minorité visible, etc). Notre équipe signe ce mois-ci un dossier sur les conditions de vie des femmes et sur l'évolution des luttes et discours féministes.

Pour plus d'articles et mises à jour du dossier, rendez-vous en ligne au www.gazetteauricie.com

EN MARGE DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

Revendications 2020

ALEX DORVAL

POUR UNE HAUSSE DE L'AIDE SOCIALE

Mis à part l'ajout d'une requête concernant la hausse des prestations d'aide-sociale, les demandes de la TCMFM sont sensiblement les mêmes que celles adoptées officiellement par la Coordination du Québec de la Marche Mondiale des Femmes (CQMMF).

Cette spécificité régionale fut ajoutée selon Joanne Blais, directrice de la TCMFM suite à une discussion avec les gens de COMSEP (Centre d'Organisation Mauricien de Services et d'Éducation Populaire, organisme reconnu pour sa lutte contre la pauvreté. Selon le dernier rapport du MTESS, ce sont 7458 Mauriciennes qui reçoivent actuellement de l'aide sociale, soit 7,5 % des Québécoises touchant une prestation. Une proportion énorme par rapport au reste du Québec et qui touche d'ailleurs aussi les Mauriciens dans une proportion similaire.

Le dépôt des revendications de la TCMFM arrive quelques jours seulement après que le ministre Boulet (MTESS) ait dressé un bilan positif de ses actions pour soutenir l'emploi au Québec dans lequel il se montrait particulièrement fier

de la baisse de 9,3 % du nombre de prestataires sans contraintes à l'emploi. Reste à voir si le fait d'avoir un ministre de la Solidarité dans la région puisse permettre aux femmes de la région de profiter de mesures adaptées à notre réalité régionale.

DANS L'ATTENTE D'UNE CAMPAGNE NATIONALE

Les élans de dénonciation de harcèlement sexuel et leur médiatisation ces dernières années ont-ils contribué à un changement de mentalité chez la population québécoise ? « La population en général reconnaît que les femmes vivent des discriminations et des violences importantes qui ne sont pas vécues par les hommes » admet la directrice de la TCMFM. Elle ajoute toutefois que : « il va falloir que ça aille plus loin que des prises de conscience, parce qu'en peu de temps il y a eu beaucoup de femmes disparues ou tuées par un homme de leur entourage ».

Au sein des organismes de soutien pour les femmes aux prises avec un conjoint ou ex violent, plusieurs sont d'avis que le mouvement de dénonciation Me Too a collaboré à la prise de conscience sociale de la violence sexuelle et en quelque sorte des autres formes de violence subites par les femmes.

Pour permettre une meilleure prise en charge, la CQMMF réclame donc aux gouvernements, la mise en place d'une campagne de sensibilisation et prévention d'envergure nationale.

PRÉVENTION ET PROTECTION DES FILLES ET FEMMES AUTOCHTONES

Selon une enquête menée par Statistique Canada, les femmes autochtones sont presque trois fois plus susceptibles d'être victimes de violence que les autres femmes au Canada, et la majorité des victimes ont entre 15 et 34 ans. Malgré l'Enquête nationale sur les filles et les femmes autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) lancée par le gouvernement canadien, force est de constater que la violence envers celles-ci n'a pas baissé d'un cran.

L'organisation Femmes Autochtones du Québec (FAQ) publiait en 2015, Debout et solidaires. Puis en 2018 suivit leur mémoire Celles dont on a pris la vie. Ces deux ouvrages ont permis de confirmer que les injustices subies par les femmes autochtones s'inscrivent en lignée avec les violences structurelles héritées de la colonisation et qu'elles existent au Québec aussi bien qu'ailleurs au Canada. Les plans d'action, programmes de soutien aux victimes et autres

mesures gouvernementales se succèdent, mais le racisme ordinaire et la banalisation semblent constituer le noyau dur du problème.

Réparer le passé et bâtir un lien de confiance des filles et femmes autochtones envers les autorités canadiennes ne sera pas jeu d'enfants, surtout si on met en perspective les tensions sociales qui persistent ces dernières semaines entre les autochtones et le reste des québécois et canadiens.

La pauvreté et la violence sont des fléaux qui perdurent et qui justifient le maintien des luttes féministes. Le combat est long, mais la directrice de la TCMFM demeure toutefois optimiste, puisqu'elle observe que les choses changent et que « des femmes parlementaires se rassemblent à l'Assemblée nationale pour tenter de trouver des solutions face aux violences faites aux femmes. La ministre Lebel fait partie de ces femmes, et j'ai confiance en Mme Lebel » ajoute-t-elle en fin de point de presse. Un aveu de confiance lancé dans l'espace public, comme en quête d'un écho, quelque part entre l'espoir et la revendication. ☞

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazetteauricie.com

La contraception : deux poids, deux mesures

Au quotidien, la contrainte de la contraception pèse plus souvent sur les femmes que sur les hommes. Dans bien des cas, le choix du partenaire qui se protège se fait inconsciemment et la contraception demeure une charge importante pour les femmes.

AGATHE GENTILI

La conquête du droit fondamental de disposer librement de son corps a été le combat du 20^e siècle pour les femmes des pays occidentaux. Au Québec, cette émancipation a pris son essor pendant la Révolution tranquille, une période d'importants changements sociaux et culturels. Le 10 juin 1960, la première pilule contraceptive est homologuée par le gouvernement fédéral. En avance sur les autres provinces, le Québec met en place le premier centre de planification des naissances au Canada en 1967, qui aide peu à peu les familles et les femmes à maîtriser leurs grossesses.

L'accès libre à la contraception est le symbole d'une reprise de contrôle des femmes sur leur corps et donc sur leur vie. Cette victoire s'étant faite dans le conflit, les hommes ont souvent été exclus de l'équation. Les formations sont presque exclusivement adressées aux femmes, par le biais des gynécologues et des travailleurs sociaux. Les grossesses sont le monopole des femmes et la responsabilité du contrôle de celles-ci leur a donc été attribué.

UNE CHARGE INÉQUITABLE, MAIS UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Selon un sondage en ligne commandité par Bayer en 2014, 56 % des 1 500 répondants canadiens ont indiqué parler moins d'une fois par année, voire quasiment jamais, de méthodes contraceptives avec leur conjoint, et ce, même si 43 % d'entre eux doutaient de l'efficacité

du moyen de contraception utilisé dans leur couple. Les méthodes contraceptives sont donc devenues pour beaucoup des éléments de l'intimité.

La pilule, contraceptif hormonal oral, est le moyen le plus utilisé au Canada. Cette méthode, exclusivement féminine, comporte des risques pour la santé, faibles mais bien présents. En effet, les femmes qui prennent la pilule ont un risque légèrement plus élevé que la moyenne de faire des accidents vasculaires cérébraux (AVC) et des infarctus du myocarde (crise cardiaque). Le risque augmente fortement si la personne fume. Certains contraceptifs oraux dit « de quatrième génération » avaient d'ailleurs créé la polémique il y a une dizaine d'années quand on avait constaté qu'ils provoquaient un taux de caillots sanguins de 1,5 à 3 fois plus élevé que les autres pilules contraceptives.

Les conséquences physiques, psychologiques et économiques sont également importantes pour la personne qui utilise la contraception. Tous les contraceptifs hormonaux ne sont pas remboursés par les programmes de santé et cela peut peser lourd dans un budget. En outre, la prise d'une pilule à heure fixe chaque jour ne convient pas à tous les emplois du temps et les oublis peuvent rendre le moyen de contraception inefficace. C'est donc une contrainte de temps, d'argent et de santé dont certaines femmes aimeraient se décharger.



DES MOYENS DE CONTRACEPTION MASCULINS INSUFFISANTS

Les moyens de contraception féminins sont variés (pilule, stérilet hormonal ou au cuivre, implant, anneau vaginal, timbre dermique, diaphragme, cape cervicale, piqure contraceptive, préservatif féminin, ligature des trompes), alors que l'homme n'a à sa disposition que le préservatif et la vasectomie. La culotte chauffante qui augmente la température des testicules et les injections de testostérone existent, mais ce sont des méthodes beaucoup plus invasives et contraignantes : l'injection de testostérone doit être hebdomadaire et le port de la culotte chauffante nécessite un spermogramme mensuel.

Par conséquent, la vasectomie est un choix naturel pour beaucoup d'hommes québécois dont le couple n'a pas ou plus le goût de concevoir. Environ 13 000 interventions de ce type sont pratiquées chaque année au Québec et chez les hommes de

50 ans, un sur trois a été opéré. Le remboursement par la Régie de l'assurance maladie et la possibilité d'effectuer la vasectomie sans aiguille ou bistouri ont largement contribué au succès de la procédure. Le caractère définitif de la vasectomie implique toutefois d'être certain de son choix.

L'avenir des contraceptifs masculins réversibles réside peut-être dans un produit appelé Vasalgel. Ce gel injecté qui bloque le passage des spermatozoïdes a été testé avec succès sur les lapins, puis les singes. Il est à l'essai chez les humains depuis 2016. Ce moyen de contraception serait réversible, sans hormone et offert à prix abordable. Les hommes sont pour la plupart prêts à partager la charge de la contraception, il appartient à la science de lever les obstacles. ☞

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazetteauricie.com

Entre enjeux et engagement

Les plus récentes données dans la région du Centre-du-Québec démontrent une progression de la représentation des femmes dans plusieurs secteurs d'activité. En politique, toutefois, les élues de ce territoire demeurent sous-représentées, notamment au niveau municipal (19 % de mairesses et 29 % de conseillères municipales). Au Québec, un nombre record de mairesses ont été mandatées en 2017, sans que l'on se rapproche pour autant de la parité. On peut certainement parler d'une lente évolution.

MARIE-CHRISTINE TESSIER

En discutant avec les quatre seules mairesses élues des MRC de Nicolet-Yamaska et de Bécancour – sur 32 municipalités – force est de constater que le panorama politique de ce territoire soulève de nombreux enjeux qui animent les discussions au-delà de la question de la présence féminine en politique municipale. Notre conversation avec les élues dégage bien plus que la lourdeur des défis.

Denise Gendron, mairesse de Sainte-Monique, a connu un premier épisode municipal entre 1985 et 2005 avant de revenir à la table du conseil aux dernières élections, tandis que Ginette Deshaies, mairesse de Sainte-Marie-de-Blandford, est de retour en poste après une pause de quelques années qui avait suivi plus d'une décennie d'implication. Julie Pressé, mairesse de Fortierville depuis près de trois ans, et Geneviève Dubois, mairesse de Nicolet depuis 2016 et préfète de sa MRC, font partie de la nouvelle vague en politique municipale.

CONTRAINTES ET MOTIVATIONS

Les obstacles sociologiques, psychologiques et socioéconomiques à la présence des femmes en politique ont été étudiés et démontrés. Un « environnement perçu comme hostile », où les préjugés et les stéréotypes demeurent une réalité, serait en partie tributaire de la sous-représentativité. En résulterait une impression de « plafond de verre » qui peut tenir à l'écart les femmes

des conseils municipaux. Certaines de nos interlocutrices évoquent que le paternalisme et les commentaires sur le physique sont encore monnaies courantes et qu'elles doivent « prendre leur place ». Aussi, la question de la conciliation travail-vie familiale est un enjeu majeur, notamment au niveau municipal, où plusieurs élu(e)s doivent conjuguer avec leur travail, les responsabilités inhérentes au rôle d'élu(e) et la vie familiale. Les politiciennes rencontrées ont toute expérimenté la notion de sacrifice familial. Dans ce contexte, on peut se demander comment promouvoir une plus grande participation des femmes à la vie politique. Geneviève Dubois motive son choix de carrière :

« Si le bien-être collectif te préoccupe, c'est le palier le plus intéressant, le plus proche des gens. On a la possibilité de transformer nos communautés. Je suggère quand même d'attendre le bon temps, d'être libérée de nos charges pour ne pas vivre de culpabilité ».

Ses collègues partagent le même avis : c'est la passion et les enjeux de leurs municipalités qui expliquent leur cheminement. Au-delà des embûches identifiées, elles soulèvent en chœur que l'on met souvent l'accent sur les difficultés et pas assez sur la valeur ajoutée d'une carrière politique.

UN RÉSEAU D'ENTRAIDE

Mme Gendron et Mme Deshaies, toutes deux expérimentées à la mairie de petites municipalités, s'entendent



Sur la photo : Ginette Deshaies, Denise Gendron, Julie Pressé et Geneviève Dubois

néanmoins sur le fait que la charge de travail est beaucoup plus importante aujourd'hui. En contrepartie, leur rémunération est demeurée quasi-symbolique. Les quatre élues se questionnent également sur le manque de relève, conséquence de l'implication politique défailante et du peu de temps consacré à l'exercice citoyen.

Les notions de soutien et d'entraide restent une force des mairesses des MRC de Bécancour et de Nicolet-Yamaska. Geneviève Dubois est membre du comité Femmes et gouvernance de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), alors

que Mme Pressé siège sur le comité Femmes et politiques municipales à la Fédération québécoise des municipalités (FQM). Elle a aussi initié un groupe virtuel de réseautage et de soutien entre les élues du Québec dans le but d'échanger, de partager des outils et de discuter de la « réalité de vivre la politique au féminin ». Fait à noter, la Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec, avec son projet Femmes & pouvoir, vise aussi, entre autres, à outiller les élues et à accroître le nombre d'élues.

Malgré que la parité soit encore loin d'être atteinte, l'évolution de

certaines pratiques et l'ancrage au territoire demeurent un dénominateur commun pour poursuivre l'engagement politique. Ginette Deshaies soulève que même si « tu n'as pas beaucoup de temps pour toi, que c'est ardu, la passion vient tout combler ». Et, si l'implication politique n'est pas le véhicule souhaité, Mme Gendron considère que « l'apport des femmes militantes est autant considérable ». Tous les chemins peuvent mener au développement du milieu. 📧

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazetteauricie.com

Prévenir le féminicide

La jalousie, la peur de l'abandon et le désir de contrôle constituent les ingrédients de base du cocktail Molotov qui s'enflamme dans l'esprit du conjoint violent.

ALEX DORVAL

Le fémicide ou féminicide (meurtre d'une femme) se produit principalement dans un contexte intime ou de prostitution. Dans les faits, l'auteur du meurtre conjugal est plus souvent qu'autrement, un homme en relation actuelle ou passée avec sa victime, ou client dans les cas de prostitution. Ses motifs seraient majoritairement à caractère sexuel ou de domination en lien avec le genre de sa victime.

DE L'ANALYSE À LA PRÉVENTION

L'organisation mondiale de la santé (OMS) soutient dans son rapport sur le fémicide qu'il faut « réduire la violence dans les relations intimes, atténuer les risques liés à la dissolution d'une relation, durcir les lois sur les armes à feu et sensibiliser le grand public à la violence faite aux femmes ». Certains pays comme l'Espagne vont jusqu'à prendre des mesures d'intervention pragmatiques en mettant en place des tribunaux spécialisés en violence envers les femmes ou encore

en faisant porter des bracelets anti-rapprochement aux conjoints accusés de violence conjugale, accusation pouvant provenir non seulement de la victime, mais aussi du milieu d'intervention ou d'un proche. Le Canada ferait pour sa part figure de proue en matière de formation policière, de concertation des divers secteurs d'intervention et de dépistage des facteurs de risque.

IDENTIFIER LES FACTEURS DE RISQUE

L'Observatoire canadien du fémicide pour la justice et la responsabilisation (OCFJR) a pour mission de collecter et d'analyser les données sur le fémicide dans une optique de promotion des méthodes préventives dans les cas d'assassinats basés sur le genre. Selon le rapport de prévention de l'organisme, diffusé sur leur site, il faut avant tout s'attaquer aux inégalités structurelles et aux stéréotypes véhiculés dans notre société puisque ces rapports de force et ces croyances populaires se traduiraient de façon concrète en facteurs de risque identifiables au sein des sphères communautaires, relationnelles et intimes des victimes.

Les structures organisationnelles contribuant à la subordination des filles et femmes aux hommes en

milieux scolaires, au travail, dans les organisations politiques et autres lieux ainsi que la tolérance des stéréotypes genrés et les discours cultivant une idéologie patriarcale sont identifiées par l'OCFJR comme les bases sur lesquelles se sont construits, se répètent et se banalisent les actes de violence envers les femmes.

UN PROFIL SE DESSINE

Dans le guide d'intervention Preventing Domestic Homicide of Women publié en 2004 par la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF), les auteurs dégagent un profil biographique et comportemental du conjoint ou ex-conjoint meurtrier.

En tête de liste, un historique de violence conjugale ou de harcèlement sexuel de la part de l'homme dans la relation actuelle ou dans le passé est un fait récurrent chez les hommes ayant assassiné une femme. Filature, harcèlement et menaces forment le trio toxique qui permet également de discerner l'homme jaloux et susceptible de commettre un crime à l'endroit de sa partenaire. Les menaces suicidaires et menaces envers les enfants pour faire du chantage dans le but de maintenir ou de rétablir la relation sont aussi extrêmement

fréquentes. On constate aussi que 75 % des femicides sont commis dans une situation de séparation imminente ou récente. D'autres éléments tels que le stress financier et la possession d'armes à feu dans le foyer ajoutent aux risques qu'un homme répondant au profil passe à l'acte irréparable.

SIGNAUX D'ALARME

Les signaux d'alarme que les femmes victimes de violence, leurs proches et les personnes intervenantes doivent observer sont multiples. Il peut s'agir au début de simples messages ou d'appels répétitifs demandant à quelle heure la femme entre ou encore avec qui elle se trouve. Des premiers signes de violence psychologique ou de bousculade sont aussi précurseurs d'une montée de la violence au sein de la relation.

Lorsque la rupture est sur le point de survenir, que la violence s'intensifie et que le partenaire passe aux menaces en série – parfois armées –, tous les facteurs sont réunis et le recours aux policiers ou aux centres d'hébergement s'impose immédiatement. 📧

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazetteauricie.com



DES REMÈDES CONTRE L'ÉCOANXIÉTÉ

L'écoféminisme



L'écoféminisme est une branche du mouvement féministe aux multiples facettes, mais qui, globalement, établit un lien entre la domination qu'exerce le système patriarcal, capitaliste, colonialiste, militariste et extractiviste sur la nature et sur la femme.

VALÉRIE DELAGE

Le modèle capitaliste prédominant à l'échelle mondiale fonctionne grâce à l'exploitation des ressources naturelles, et ce, le plus souvent, au détriment de la nature. Cela se traduit notamment par l'extractivisme, qui consiste en l'utilisation industrielle des ressources (mines, énergies fossiles, agriculture et sylviculture intensive, etc.). C'est un système qui ne tient pas compte des coûts environnementaux et sociaux de cette surexploitation, comme en témoignent présentement la crise climatique et les enjeux de justice climatique qui en découlent.

L'écoféminisme établit un parallèle entre le succès du modèle capitaliste

et l'exploitation des femmes dans le modèle patriarcal. En effet, dans les rôles sociaux développés dans la foulée de l'industrialisation, généralement, les hommes sont allés travailler à l'extérieur pendant que les femmes restaient à la maison, cantonnées aux tâches ménagères et de soins aux autres (enfants, personnes âgées, malades). Il en résulte encore aujourd'hui une sous-reconnaissance de ce qu'on nomme le travail invisible, non rémunéré, qui constitue l'une des externalités, avec l'environnement, assurant la prospérité du capitalisme. Même lorsque ce type de travail est rémunéré, comme dans les domaines de la santé et de l'éducation, largement encore représentés par des femmes, il demeure moins bien payé que les

métiers traditionnellement exercés par des hommes. Sans compter que ce sont des domaines plus sujets aux coupures en période d'austérité. Il s'ensuit que les femmes vivent davantage de précarité et de pauvreté, en plus d'assumer, encore de nos jours, la plus grande part des tâches domestiques.

Comment sortir du modèle capitaliste sans retourner aux rôles sociaux stéréotypés des femmes ? Les modèles alternatifs, qui prônent notamment la décroissance et une adaptation de nos modes de vie pour diminuer notre empreinte environnementale, exigent beaucoup de disponibilité pour, par exemple, cultiver la terre selon nos besoins,

transformer nos récoltes, cuisiner tous nos repas, adopter un mode de vie zéro déchets, fabriquer nos produits d'entretien ou cosmétiques, etc. Et ce sont encore majoritairement les femmes qui promeuvent ces nouveaux modes de vie. Or, les plus féministes d'entre elles vivent un dilemme dans la reproduction de ces rôles sociaux stéréotypés. Dans une perspective écoféministe, il apparaît donc important de réfléchir à un modèle de société alternatif au capitalisme qui soit en même temps égalitaire.

Dans les pays du Sud, les femmes ne sont pas en reste en matière d'écoféminisme. Elles mènent des luttes contre le néocolonialisme, à savoir l'extractivisme des grandes compagnies minières – nombreuses étant d'ailleurs canadiennes – ou l'accaparement des terres et la déforestation aux fins de l'agriculture industrielle. Ces pratiques menacent les organisations collectives de subsistance de ces femmes, en plus de détruire l'environnement et d'aggraver le réchauffement climatique. Ce même principe colonialiste se manifeste par l'appropriation des terres des peuples autochtones et l'exploitation de leurs ressources, comme en fait preuve l'actualité des dernières semaines au Canada.

Certains courants écoféministes proposent de remettre en question l'existence des dualités homme/femme, culture/nature, colon/

autochtone, qui mènent à un rapport de domination de l'un sur l'autre. Cependant, le controversé mouvement essentialiste voit ces dualités comme une occasion de mettre en valeur les attributs des femmes dans la lutte écologiste, car celles-ci seraient par essence plus proches de la nature en tant que mères ou soignantes, ou à cause des cycles de la reproduction, tandis que les hommes seraient instinctivement agressifs et dominateurs. Ce courant essentialiste est par ailleurs fortement dénigré parce qu'il entretient les stéréotypes homme/femme et donc, possiblement, les inégalités. À l'opposé, la position écoféministe sociale reconnaît que les femmes, non pas par nature, mais par expérience, ont des points de vue, des compréhensions et des connaissances utiles à la construction d'une société égalitaire et alternative au modèle capitaliste.

Un modèle de société alternatif qui abolirait les dualités pour s'attaquer tout à la fois au sexisme, âgisme, racisme, colonialisme, capacitisme, etc., dans un continuum d'expériences mises à contribution pour le bien commun, ça fait rêver ! Un remède écoféministe : se mettre au travail, bien visible celui-là, en participant aux activités de la Marche mondiale des femmes de 2020. 📧

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazetteauricie.com



« Ce serait la même culture mortifère, militariste, extractiviste, qui serait en train de détruire l'ensemble des ressources vivantes et qui, dans le même temps, aurait un rapport de domination et de violence à l'égard des femmes. »

-Émilie Hache, Reclaim

9 CHRONIQUE MOT À MOT

CHRONIQUE LINGUISTIQUE SANS PRÉTENTION

Mot à mot : adresser

Dans les communications courantes, le courrier électronique a certainement détrôné l'envoi postal. Pourtant, comme me l'a souligné un lecteur de cette chronique, le verbe *adresser* demeure très populaire : on l'entend tous les jours à la radio d'État, m'a-t-il écrit, ce que je confirme. Sauf que... on n'utilise pas la bonne adresse.

MIREILLE PILOTTO

Le transport en commun est inefficace, la Ville compte *adresser* le sujet. Les trains sont bloqués, le premier ministre doit *adresser* la situation. Le coronavirus se répand, la Santé publique commence à *adresser* l'épidémie. Dans tous ces cas, personne n'aura recours à des timbres ni à Postes Canada. Non, on va plutôt se *pencher* sur ces

problématiques, les *considérer*, en *discuter*, les *aborder*, les *examiner*, les *étudier*, s'y *attaquer*, s'*atteler* à la tâche, les *traiter*, les *résoudre* et les *régler*, bref, s'en *occuper* et y *voir* !

Hé ! Tous ces formidables verbes dorment dans le dictionnaire en attendant qu'on les tire de leur sommeil pour leur faire prendre l'air de l'actualité... Mais pourquoi *adresser* les a-t-il supplantés ? Eh

bien, sous l'influence de l'anglais, on lui prête un sens qu'il n'a pas mais que son homologue *to address* possède. Du fait de notre situation géographique en Amérique du Nord (nous côtoyons les Américains) et de notre histoire (nous avons subi les Britanniques), ce phénomène d'« emprunt sémantique » est fréquent au Québec.

Oui, le français québécois est perméable à l'anglais, mais sa vigueur est indéniable, et je demeure optimiste quant à sa survie et à son évolution. Seulement, nous, les locuteurs francophones, nous avons la responsabilité d'en entretenir la richesse en l'exploitant au maximum. Je ne le dirai jamais assez : vive la variété du vocabulaire !

Vous avez des doutes à propos de l'emploi d'un terme ? Adressez-moi (au sens correct d'envoyez-moi) vos questions via un courriel à la Gazette, j'en ferai l'objet d'une chronique. 📧

La lecture de cette chronique suscite question, commentaire, suggestion ? Faites-en part à info@gazetteauricie.com.

DOCUMENTS CONFIDENTIELS ?

GROUPE rcm

COLLECTE, TRI ET DÉCHQUETAGE

On s'en occupe.

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463

www.groupercm.com

103.1

YANICK ET BILLIE-LOU

LE RÉVEILLE-MATIN

LUNDI AU VENDREDI - 6h00

EN QUÊTE D'UN SIÈGE À L'ONU

Le Canada est-il vraiment de retour ?

Élu pour la première fois en 2015, Justin Trudeau s'est exclamé sur toutes les tribunes internationales « Le Canada est de retour », comme pour marquer une rupture avec les années Harper qui elles, ont été caractérisées par un désintéressement prononcé à l'égard des instances internationales et un alignement parfait sur la politique étrangère des États-Unis. Tout cela allait changer. Mais après un premier mandat de 4 ans et à l'aube d'un second, Justin Trudeau remplit-il sa promesse de redonner au Canada le rôle positif qu'il avait naguère dans le monde ? La question se pose à l'heure où le Canada est en campagne pour l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

JEAN-CLAUDE LANDRY ET JEAN-MARC LORD

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN DIMINUTION
Le budget que les pays développés consacrent à l'aide publique au développement (APD) est un bon indice de l'intérêt qu'ils portent à l'égard de la réduction de la pauvreté dans le monde. L'APD a toujours joué un rôle important dans le choix des membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Sous le gouvernement libéral de Justin Trudeau, le Canada fait à peine un peu mieux (0,26 % du PIB) que sous celui des conservateurs de Stephen Harper (0,24 %). Loin de son engagement historique de 0,7% et très loin de la Norvège, pays concurrent du Canada pour un siège au Conseil de sécurité et qui consacre 1 % de son PIB à l'APD.
(Source : CCIC-Fiche-Info-Élections-FR-Final(3).pdf)

LES DROITS DES CIES MINIÈRES AVANT LES DROITS HUMAINS
Grâce à une législation accommodante, le Canada accueille le plus grand nombre de sièges sociaux de compagnies minières dans le monde (plus de 1000). Ces compagnies, actives partout sur le globe pour exploiter notamment l'or, l'uranium, le fer, les terres rares et le lithium, sont fréquemment mises en cause dans des affaires de corruption, de travail des enfants, et même

d'assassinats d'opposants à leurs projets. L'émission ENQUÊTE rendait compte récemment des activités douteuses de l'une de ces compagnies (Cosigo Resources) en Colombie. Le gouvernement Trudeau a créé un poste d'ombudsman pour s'assurer du bon comportement à l'étranger des entreprises canadiennes, mais sans les moyens nécessaires pour assumer adéquatement ses responsabilités.

Des compagnies minières canadiennes sont fréquemment mises en cause dans des affaires de corruption, de travail des enfants, et même d'assassinats d'opposants à leurs projets.

DROIT INTERNATIONAL ÉLASTIQUE – LE CAS DE LA PALESTINE
En vertu du droit international, nombre d'agissements du gouvernement israélien envers les Palestiniens sont illégaux. L'ONU ne cesse de réclamer, en vain, la fin de la

colonisation juive en terre palestinienne et le retrait de l'armée israélienne des territoires qu'elle occupe illégalement depuis 1967. Officiellement, le Canada appuie les résolutions de l'ONU, mais dans les faits, le gouvernement continue de tolérer de graves violations du droit international et des droits humains de la part de l'État d'Israël. Il va même jusqu'à condamner publiquement la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), une campagne internationale pacifique visant à convaincre l'État d'Israël de respecter les droits internationalement reconnus du peuple palestinien.

NOS CONSEILS POUR JUSTIN TRUDEAU
Un « Canada de retour » sur la scène internationale fait référence à une époque où le pays était respecté et pouvait sérieusement prétendre à un rôle de médiateur pour régler pacifiquement des conflits entre nations et belligérants. Cette attitude facilitait

l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies quand le Canada posait sa candidature.

Le Canada serait en meilleure position, face à ses concurrents, la Norvège et le siège qu'il convoite, si le gouvernement prenait les mesures suivantes :
Cesser de s'aligner systématiquement sur la politique étrangère des États-Unis;
Respecter et promouvoir le droit international en toute situation;
Cesser de vendre des armes au régime rétrograde d'Arabie Saoudite (l'Allemagne et d'autres pays le font);
Appuyer officiellement la création d'un État palestinien (138 pays le font)
Donner l'exemple en vue de l'atteinte des objectifs de réduction des GES;
Augmenter son budget d'APD au lieu de le réduire;
Réduire son budget militaire au lieu de l'augmenter et promouvoir la paix. 🇺🇸

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



9 LES SUGGESTIONS DE NOS CINÉPHILES

JUDITH MCMURRAY

PORTRAIT DE LA JEUNE FILLE EN FEU
VO drame / romance de Céline Sciamma, France, 2019, 121 min. Avec Noémie Merlant, Adèle Haenel et Luana Bajrami.

Par suite de son passage remarqué lors du Festival de Cannes le printemps dernier,

l'œuvre de Céline Sciamma était en effet très attendue dans les salles du Québec. La trame narrative puissante soulève les passions et enivre l'auditeur dès les premières minutes. Le récit prend place au 18^e siècle alors que Marianne (Noémie Merlant) aura le mandat de peindre le portrait d'Héloïse (Adèle Haenel) qui est promise en mariage contre son gré. Les



deux femmes vivent une liaison au rythme de tumultes et de non-dits considérant leur amour impossible. Les plans étant en alternance entre les protagonistes et les paysages, la réalisation de Sciamma est sensible et maîtrisée, digne des grands(es) cinéastes de ce monde. D'ailleurs, les prises de vue somptueuses font réponse aux doux dialogues et au scénario mélancolique. Vous serez ainsi bercés au rythme du son et des images poétiques du Portrait de la fille en feu.

DONNE-MOI DES AILES
VO aventure / famille de Nicolas Vanier, France et Norvège, 2019, 113 min. Avec Jean-Paul Rouve, Mélanie Doutey et Louis Vazquez.

Vous cherchez une manière de faire comprendre adéquatement les enjeux environnementaux aux enfants ? Le nouveau film de Nicolas Vanier, Donne-moi des ailes, fait prendre conscience de l'importance de la biodiversité tout en conservant un caractère très familial. Le récit s'inspire d'une histoire vraie entre un père (Jean-Paul Rouve) et son fils (Louis Vazquez).

Ils bâtiront ensemble un projet visant à sauver une troupe d'ois sauvages menacée d'extinction. Bien que ce long-métrage d'aventure soit très lisse et expéditif, on peut surtout relever le fait... qu'il soit absolument charmant! L'œuvre de Vanier se déploie effectivement avec un certain manque de subtilité en ce qui a trait aux péripéties et aux dialogues. Par contre, les valeurs de courage et d'entraide véhiculées par le scénario emportent le spectateur dans un univers où tout est possible. Quel que soit votre âge, vous y retrouverez assurément votre cœur d'enfant. 🇺🇸



9 LES SUGGESTIONS DE NOS LIBRAIRES



MENTHOL, Jennifer Bélanger
ISBN : 9782898220029
Ce premier roman, comme une fenêtre sur la douleur, dévoile la plaie incandescente d'une jeune fille aux prises avec les limites de son corps sans cesse franchies par la présence d'hommes ou par la fumée mentholée. Jennifer Bélanger ouvre le corps de sa protagoniste pour nous offrir une réflexion désarmante sur la relation entre intimité, filiation et douleurs chroniques. L'histoire, structurée par un jeu de distances à la fois temporelle (entre les souvenirs d'enfance et l'âge adulte de la narratrice) et narrative (par les allers-retours de la première personne du singulier à la troisième), fait preuve d'une réelle maîtrise littéraire. Par la justesse des mots et des images employées, l'univers dense, toujours légèrement voilé, laisse poindre nos propres limites. À découvrir!



LE BLEU DES GARÇONS, Éric Leblanc
ISBN : 9782925035121
Ces nouvelles s'offrent à lire comme le cœur d'un coffret métallique de photographies entassées que l'on découvre avec avidité. Certaines jaunies, d'autres aux couleurs vives, elles nous emportent dans différentes époques tout en restant intimement liées par une voix singulière forte, empreinte d'une certaine violence et d'un immense désir de liberté. On y navigue entre différents moments de crises sur la quête d'identité masculine en marge des stéréotypes. Dans un réel travail de la narration parfois intérieure, parfois théâtrale, parfois dénuée de ponctuation, Éric Leblanc nous donne à lire une nouvelle façon d'être au monde, dans toute sa beauté, sa dureté et ses nuances. Dans ce premier livre, l'auteur déplie pour nous les possibles du bleu.



EN CE MOIS OÙ L'ON CÉLÈBRE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

ENSEMBLE

EXIGEONS

L'ÉQUITÉ

POUR TOUTES ET TOUS!



Centrale des syndicats
du Québec



Syndicat des intervenantes en
petite enfance Mauricie-Centre
du Québec (SIPEMCQ)

